



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Le budget de l'État voté pour 2024

en quelques chiffres  
(loi de finances initiale)

# Évaluation des recettes perçues par l'État en 2024

(art. 166 de la loi de finances initiale pour 2024)

	en millions €
<b>RECETTES FISCALES NETTES* (BUDGET GÉNÉRAL)</b>	
Impôt sur le revenu (produit net*)	93 364
Impôt sur les sociétés (produit net*)	72 047
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (produit net*)	15 390
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net*)	100 806
Autres contributions fiscales (produit net*)	66 875
<b>Total des recettes fiscales nettes* (A)</b>	<b>348 482</b>
<b>RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)</b>	
Dividendes et recettes assimilées	3 155
Produits du domaine de l'État	1 745
Produits de la vente de biens et services	3 544
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	1 182
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 911
Divers	10 168
<b>Total des recettes non fiscales (B)</b>	<b>22 704</b>
<b>RECETTES NETTES* AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B)</b>	<b>371 186</b>
<b>PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT</b>	
<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	45 058
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	21 610
<b>Total des prélèvements sur recettes (C)</b>	<b>66 667</b>
<b>FONDS DE CONCOURS (D)</b>	<b>7 399</b>
<b>TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D)</b>	<b>311 917</b>
<b>BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours)</b>	<b>2 599</b>
<b>COMPTES SPÉCIAUX</b>	<b>223 400</b>

\* Les recettes nettes correspondent à l'ensemble des recettes brutes du budget général minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

# Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2024

(art. 166 de la loi de finances initiale pour 2024)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL	
<b>RESSOURCES :</b>	
Recettes fiscales nettes**	348 482
Recettes non fiscales	22 704
Recettes correspondant à des fonds de concours	7 399
<i>À déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	66 667
<b>Total des ressources nettes du budget général (A)</b>	<b>311 917</b>
<b>CHARGES :</b>	
Dépenses nettes*** relatives aux missions	445 842
Dépenses sur fonds de concours	7 399
<b>Total des charges nettes du budget général (B)</b>	<b>453 241</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C = A - B) [*]</b>	<b>-141 323</b>
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	
Ressources (y compris fonds de concours)	2 599
Charges (y compris fonds de concours)	2 439
<b>SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (D)</b>	<b>160</b>
<b>COMPTES SPÉCIAUX</b>	
<b>RESSOURCES :</b>	
Ressources affectées (comptes d'affectation spéciale)	77 481
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	145 918
<b>Total des ressources des comptes spéciaux (E)</b>	<b>223 400</b>
<b>CHARGES :</b>	
Dépenses relatives aux missions de comptes d'affectation spéciale	79 952
Dépenses relatives aux missions de comptes de concours financiers	149 113
Déficit net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	63
<b>Total des charges des comptes spéciaux (F)</b>	<b>229 128</b>
<b>SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX (G = E - F)</b>	<b>-5 728</b>
<b>SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C + D + G)</b>	<b>-146 891</b>

\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

\*\* Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

\*\*\* Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

## Crédits de paiement ouverts par mission en 2024\*

(art. 167, 168 et 169 de la loi de finances initiale pour 2024)

	en millions €
<b>MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL</b>	
Action extérieure de l'État	3 507
Administration générale et territoriale de l'État	4 657
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 747
Aide publique au développement	5 929
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	1 927
Cohésion des territoires	19 187
Conseil et contrôle de l'État	884
Crédits non répartis	511
Culture	3 905
Défense	56 756
Direction de l'action du Gouvernement	1 053
Écologie, développement et mobilité durables	21 618
Économie	4 293
Engagements financiers de l'État	60 818
Enseignement scolaire	87 002
Gestion des finances publiques	10 900
Immigration, asile et intégration	2 157
Investir pour la France de 2030	7 702
Justice	12 162
Médias, livre et industries culturelles	736
Outre-mer	2 804
Plan de relance	1 414
Pouvoirs publics	1 138
Recherche et enseignement supérieur	31 839
Régimes sociaux et de retraite	6 229
Relations avec les collectivités territoriales	3 961
Remboursements et dégrèvements	140 480
Santé	2 736
Sécurité	24 315
Solidarité, insertion et égalité des chances	31 099
Sport, jeunesse et vie associative	1 810
Transformation et fonction publiques	1 096
Travail et emploi	22 661
<b>Total pour le budget général (A)</b>	<b>582 031</b>

\* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP). Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2024, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

**MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES**

Contrôle et exploitation aériens	2 263
Publications officielles et information administrative	152

---

**Total pour les budgets annexes (B)** **2 415**

---

**MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE**

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 660
Développement agricole et rural	146
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	340
Participations financières de l'État	9 862
Pensions	67 584

---

**Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)** **79 952**

---

**MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS**

Accords monétaires internationaux	0
Avances à l'audiovisuel public	4 027
Avances aux collectivités territoriales	132 900
Prêts à des États étrangers	1 199
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	453
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	10 533

---

**Total pour les comptes de concours financiers (D)** **149 113**

---

**TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)****813 510**

---

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours

7 423

*Dont :**- missions du budget général*

7 399

*- missions de budgets annexes*

25

---

**TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)**

**820 934**

## Plafonds des autorisations d'emplois pour l'État en 2024\*

(art. 172 de la loi de finances initiale pour 2024)

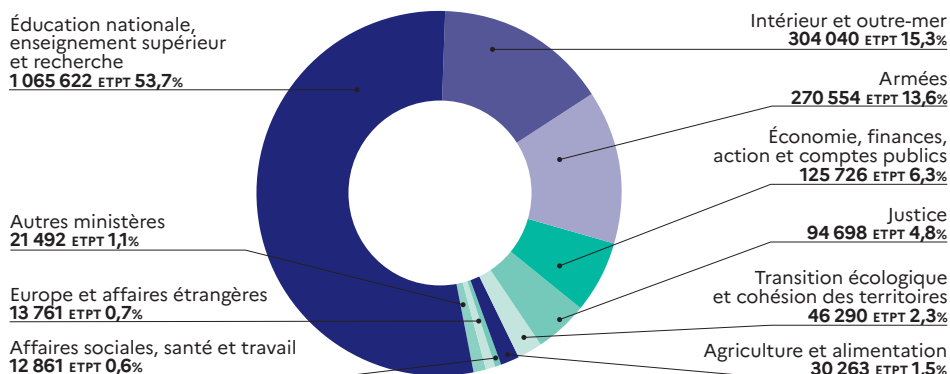
Désignation du ministère ou du budget annexe

Plafond exprimé en équivalents  
temps plein travaillé (ETPT)

<b>I. - Budget général</b>	<b>1974 384</b>
Agriculture et souveraineté alimentaire	30 263
Armées	270 554
Culture	9 161
Economie, finances et souveraineté industrielle et numérique	125 212
Éducation nationale et jeunesse	1060 503
Enseignement supérieur et recherche	5 119
Europe et affaires étrangères	13 761
Intérieur et outre-mer	304 040
Justice	94 698
Services du Premier ministre	10 405
Solidarités, autonomie et personnes handicapées	5 074
Sports et jeux olympiques et paralympiques	1 442
Transformation et fonction publiques	514
Transition écologique et cohésion des territoires	35 851
Travail, plein emploi et insertion	7 787
<b>II. - Budgets annexes</b>	<b>10 923</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 439
Publications officielles et information administrative	484
<b>Total général</b>	<b>1985 307</b>

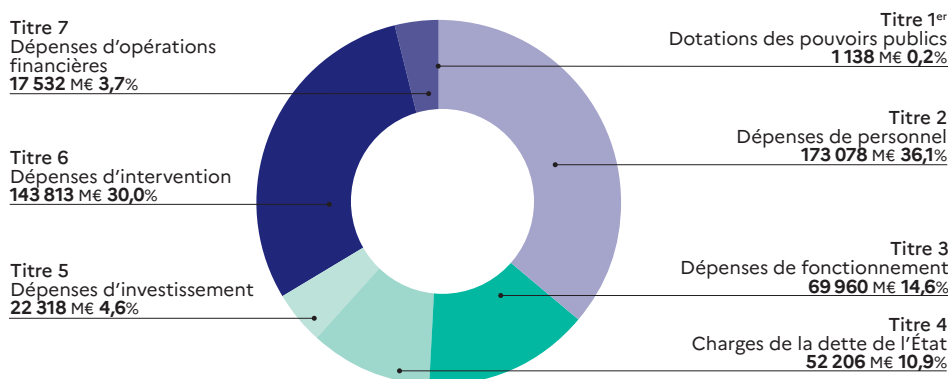
\* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT); ils sont établis:  
 – par ministère pour ce qui concerne le budget général;  
 – par budget annexe.

## Répartition des 1985 307 emplois de l'État autorisés pour 2024\*




\* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est l'équivalent temps plein travaillé (ETPT). Outre les 1985 307 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, près de 405 000 ETPT relevant des opérateurs de l'État (art. 172 et 173 de la loi de finances initiale pour 2024), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 168 000), ceux des établissements publics de recherche (73 000), ceux de France Travail (50 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (17 000) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (13 500).

## Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2024\*



\* Selon les titres définis par l'art. 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Le présent graphique répartit entre titres 480 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2024 au budget général (582 Md€), sur les budgets annexes (2,4 Md€) et sur les comptes d'affectation spéciale (80 Md€) diminué de 136,2 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts d'État et de 48,2 milliards d'euros de crédits inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.



Rédaction : direction du Budget  
Maquette : studio graphique Sircom – SG  
Janvier 2024